



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES HAUTES-PYRENEES

N° 2003-99-2

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

DIRECTION DES POLITIQUES DE L'ETAT

-----  
Bureau de l'environnement  
et du tourisme  
-----

-----  
**ARRETE COMPLEMENTAIRE**

-----  
**Société Anonyme « HYDRO AGRI FRANCE »**

-----  
**Commune de PIERREFITTE-NESTALAS**

**Le Préfet du département des HAUTES-PYRENEES,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du Travail ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code Pénal ;

VU le Code de l'Environnement, en particulier :

le livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances notamment :  
son titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,  
son titre IV relatif aux déchets.

le livre II relatif aux milieux physiques notamment :  
son titre I<sup>er</sup> relatif à l'eau et aux milieux aquatiques,  
son titre II relatif à l'air et à l'atmosphère ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement auquel est annexée la nomenclature des Installations Classées ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

... / ...

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU les arrêtés préfectoraux du 21 janvier 1988, autorisant le directeur de la COFAZ à continuer l'exploitation, sur le territoire des communes de SOULOM et PIERREFITTE-NESTALAS, d'une usine de fabrication de produits chimiques ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré à la société Norsk Hydro Azote qui a repris à son compte toutes les installations exploitées par la COFAZ ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 février 1991 portant obligation à la société HYDRO AZOTE de réhabiliter les zones de stockage des déchets industriels sur les sites de SOULOM et PIERREFITTE-NESTALAS ;

VU les recommandations émises le 3 juillet 2002 lors de la réunion sur le site de la décharge de classe 1 d'Hydro Agri France et le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Subdivision des Hautes-Pyrénées, Inspecteur des installations classées, en date du 24 janvier 2003 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 20 février 2003 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de contrôler l'impact de la décharge de produits industriels sur l'environnement et plus particulièrement sur les eaux souterraines ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'article 14 de l'arrêté préfectoral du 13 février 1991 est abrogé et est remplacé par les dispositions suivantes :

### ***Article 14 : SUIVI HYDROGEOLOGIQUE***

#### ***14.1 : Une fois par an la société :***

- *débroussaille la zone de décharge et ses abords immédiats afin de pouvoir accéder aux différentes installations du site (piézomètres, caniveaux, fosses....)*
- *vidange les trois fosses en notant la hauteur et les volumes d'eaux extraits en les mentionnant sur un registre*
- *procède à une visite d'inspection des quatre épis mis en place sur la rive gauche du Gave de PAU pour protéger la décharge contre les crues.*

*14.2 : Deux fois par an (hautes et basses eaux) la société procède à des prélèvements pour analyse de l'arsenic présent dans 17 points d'observation à savoir :*

- *en amont du site : NH18*
- *en aval immédiat du « tombeau » : NH9, NH8, NH7*
- *en aval du « tombeau » : NH10,  
2A, 2B  
3A, 3B, 3C  
4A, P1 ou piézo, 4C  
5A, 5B, 5C  
Lou Balagnas (forage piscine) ou  
Lou Balagnas (forage pisciculture).*

*Avant chaque prélèvement pour analyse, chaque ouvrage est nettoyé par pompage d'une demi-heure afin de renouveler l'eau du piézomètre.*

*Avant le 31 décembre 2003, au moins deux piézomètres représentatifs devront être approfondis afin d'avoir une hauteur d'eau minimale de 10 m dans le forage. Si un piézomètre n'était pas retrouvé ou détruit, il serait remplacé par un autre à proximité.*

*14.3 : Une campagne de prélèvement de sédiments est réalisée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003 sur les Gaves de Gavarnie et Cauterets pour rechercher l'arsenic dans les sols sur sept échantillons à savoir :*

- *un en aval sur le gave de Gavarnie*
- *un en aval sur le gave de Cauterets*
- *un en aval sur le gave Pau, en aval de la décharge*
- *un à l'amont de la décharge*
- *trois au Lac des Gaves*

*14.4 : Avant le 31 décembre 2003, la société actualisera son étude technico-économique relative à l'évacuation des déchets arseniés vers un centre agréé d'élimination.*

## **ARTICLE 2 :**

Ampliation de cet arrêté sera :

- déposée en Mairie de PIERREFITTE-NESTALAS et à la Préfecture des Hautes-Pyrénées, Bureau de l'Environnement et du Tourisme et pourra y être consultée par les personnes intéressées, aux heures d'ouverture des bureaux, pendant une durée d'un an minimum.

- affichée dans cette Mairie et à la Préfecture des Hautes-Pyrénées, pendant une durée minimale d'un mois, aux lieux habituels de l'affichage destiné à l'information du public.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire concerné et du Préfet des Hautes-Pyrénées.

### **ARTICLE 3 :**

**Délais et voies de recours (article L. 514-6 du Code de l'Environnement) :** la présente décision peut être contestée devant le Tribunal Administratif de PAU. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et il commence à courir du jour auquel la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, ce délai est de quatre ans, à compter de la publication.

### **ARTICLE 4 :**

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;
- le sous-préfet d'ARGELES-GAZOST ;
- le Maire de PIERREFITTE-NESTALAS ;
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Subdivision des Hautes-Pyrénées, Inspecteur des installations classées ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont ampliation sera adressée :

**- pour notification, au :**

- Directeur de la Société HYDRO AGRI FRANCE, à MONTOIRE DE BRETAGNE ;

**- pour information, aux :**

- Directeur Régional de l'Environnement ;
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Directeur Départemental de l'Equipeement ;
- Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine ;
- Commandant du Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées ;
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours des Hautes-Pyrénées.

TARBES, le 9 avril 2003

LE PREFET,

Pour ampliation,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le chef de bureau,



Christiane SPICKER-GUILLOT

Signé : Jean-Claude BASTION